

AVIS DIRECTION DÉPARTEMENTALE DES TERRITOIRES ET DE LA MER DU 20 OCTOBRE 2020

Observations		Réponse et éléments intégrés au dossier d'autorisation environnementale
Page 3	Mettre à jour les cartographies en pages 10, 19 et 21 des figures 5 et 6 : Le fond de plan topographique de présentation du projet n'est pas à jour; en particulier le cartouche « diffuseur de Cambolle » est positionné en partie sur l'emplacement du centre hospitalier Seine-Eure qui n'apparaît pas, et le cartouche « demi-diffuseur de la RD 830 » est positionné sur une emprise dans un secteur désormais construit de la zone d'aménagement du Vallon Fleuri qui est directement desservie à partir d'un rond-point existant sur la RD 830. Nb : cette remarque vaut également pour la figure 2 en p 6 de la pièce A du guide de lecture.	L'ensemble des cartes et figures mentionnées ont été mises à jour grâce à un nouveau fond de plan. Ce dernier permet notamment de localiser le centre hospitalier Seine-Eure ainsi que la zone d'aménagement du Vallon Fleuri.
Page 3	Mettre à jour de manière identique les figures 8, 11 et 17, en pages 25, 29 et 37 notamment au niveau du bassin versant dit du « vallon de la Garenne qui est désormais urbanisé en grande partie sur le territoire de la commune de St Sébastien de Morsent.	
Observations en lien avec l'avis de la CLE SAGE de l'Iton du 8 octobre 2020		
Page 3	Des compléments et rectifications doivent être insérés en pages 56 et 57 afin de présenter les valeurs limites à respecter pour eaux pluviales traitées en sortie des bassins n°2, 3a et 3b après leurs rejets et dilution dans les bras de l'Iton.	La partie mentionnée a fait l'objet d'un correctif au sujet des valeurs limites des objectifs de qualité des eaux actuellement en vigueur. Par ailleurs l'étude d'assainissement complète est mise à disposition en annexe 19.
Page 3	Le préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie avait d'ailleurs précisé les conséquences et suites à donner à cette annulation dans sa note technique avec annexes en date du 18 février 2019 adressée aux préfets de ce bassin. Cette note pourrait utilement être ajoutée en annexe du dossier pour compléter l'information du public, afin de clarifier la manière dont le SDAGE en vigueur a été pris en compte concernant la qualité minimale requise pour les eaux en sortie de bassins qui est présentée au point 10.1.5.4.1.	La note technique jointe par le préfet coordonnateur de bassin Seine-Normandie suite à l'annulation du SDAGE est ajoutée en annexe 18 du dossier d'autorisation environnementale.
Page 3 à 7	En conclusion, il convient de : <ul style="list-style-type: none">◦ remettre les valeurs de rejet au cours d'eau en intégrant les dispositifs spécifiques mis en place en sortie de chaque bassin (et ne plus faire figurer les valeurs erronées relatives au premier dossier de 2013) ;◦ indiquer en deux colonnes, valeurs après dilution dans le milieu et normes de qualité à respecter, pour bien mettre en évidence les résultats favorables obtenus ;◦ remettre la bonne valeur pour le cuivre ;◦ renvoyer tout tableau, calcul intermédiaire en annexe ;◦ rajouter un schéma du bassin, dispositif complémentaire, bras de l'Iton et mettre un point correspondant à la valeur de la colonne pour visualiser la localisation des valeurs évoquées (ce type de visualisation avait du être produit auprès du tribunal pour simplifier l'appréhension du dossier) ;◦ uniformiser les têtes de colonne des différents tableaux pour ne pas avoir d'ambiguïté sur le sens.◦ reprendre le calcul d'incidence du rejet des bassins sur les bases suivantes	Les valeurs limites des objectifs de qualité des eaux actuellement en vigueur ainsi que les valeurs des rejets ont été intégrées au dossier. Des compléments d'explications sont également intégrés. Par ailleurs l'étude d'assainissement complète présentant les calculs intermédiaires est mise à disposition en annexe 19. Un schéma produit dans la note complémentaire au dossier d'autorisation loi sur l'eau en 2016 est ajouté au dossier d'autorisation environnementale au sein du chapitre 10.2.2.5.
Observations en lien avec l'avis de l'ARS du 7 septembre 2020		
Page 7	Relative aux excavations interdites et aux dérogations, il conviendra de rappeler que les interventions de ce type durant le chantier entrent dans le cadre de la rubrique 4 de l'arrêté de DUP du 16 janvier 2012 qui est joint dans les annexes du dossier : il suffit donc d'y faire référence avec un renvoi.	La rubrique 4 relative aux excavations permanentes ou temporaires (tranchées, fouilles...) de l'arrêté du 16 janvier 2012 réglementant les opérations et activités réalisées dans l'emprise du périmètre de protection rapprochée est rappelé au sein du dossier d'autorisation environnementale (Cf. Chapitre 10.3.10.1).

Observations		Réponse et éléments intégrés au dossier d'autorisation environnementale
Page 7 à 8	<p>- Relatives à la planification du chantier en PPR, la réalisation des travaux en période de basses eaux de la nappe entre mai et novembre doit être privilégiée, car les prescriptions de l'article 6-5 de l'arrêté initial d'autorisation du 13 juin 2013 qui a été annulé seront reconduites, pour mémoire ; « Article 6-5 Remontées de nappe</p> <p>Dès que le niveau de la nappe sera à moins de 50 cm du fond de fouille et avec une tendance à la hausse, le chantier devra être arrêté sur les zones concernées dans un délai de 12 heures maximum.</p> <p>Il sera stoppé jusqu'au retour à ce niveau et ce afin de préserver tout risque de pollution et de contamination de la nappe par des matières en suspension ou tout type de polluant. Les travaux de fondation d'ouvrages d'art seront d'une manière générale interdits du 1er décembre au 30 avril de chaque année dans les périmètres de protection de captages et dans les limites du lit majeur de l'Iton. » ;</p> <p>Le maître d'ouvrage devra donc impérativement organiser un phasage des travaux en respectant ces mesures de protection des eaux souterraines destinées à l'alimentation en eau potable.</p>	<p>Le maître d'ouvrage s'engage à respecter un phasage de travaux intégrant une interdiction de travaux entre le 1^{er} décembre et le 30 avril.</p> <p>Toute ambiguïté formulée à ce sujet est levée dans le dossier d'autorisation environnementale. Ainsi la formule « si le planning des travaux le permet » est retirée du dossier (Cf. chapitre 10.4.1).</p> <p>Les niveaux de nappe au droit du chantier feront l'objet d'une surveillance durant toute la durée des travaux grâce à des mesures en temps réel du niveau de la nappe grâce aux piézomètres existants du niveau de la nappe pour les captages AEP.</p> <p>Ce dispositif de surveillance et les critères observés seront renseignés dans l'arrêté d'autorisation. En première approche les dispositifs de surveillance déjà évoqués par le précédent arrêté seront reconduits, c'est-à-dire l'arrêt dans un délai de 12 heures maximum des travaux dès que le niveau de la nappe est à moins de 50 cm du fond de fouille avec une tendance à la hausse dans la zone concernée.</p>
Page 8	<p>- Concernant la demande de relèvement du seuil de première alarme pour la déclencher à moins de 5 NFU, il n'a pas été enregistré de nouveaux éléments ou d'incidents depuis le début des travaux relatifs à la déviation en 2014.</p> <p>Par ailleurs, le seuil de déclenchement de la première alarme est déjà fixé à 3 NTU dans le dispositif de suivi de la surveillance qualitative des captages d'eau et de gestion des anomalies, qui était prescrit par les dispositions de l'article 8-3 de l'arrêté du 13 juin 2013 précité.</p> <p>Ce seuil de turbidité déclencheur d'alarme restera inchangé, pour mémoire</p> <p>Le renvoi au plan de secours en vigueur de la collectivité prévoit bien le seuil d'alarme dès la valeur de 3 NTU. Il convient de l'annexer et d'y faire un renvoi.</p>	<p>Comme évoqué en réponse à l'avis de l'ARS du 07/09/2020 le niveau retenu pour le déclenchement de première alarme en cas de turbidité sera fixé à 3 NTU dans le dispositif de suivi de la surveillance qualitative des captages d'eau.</p> <p>L'arrêt des travaux sera fixé à 5 NTU, quelle que soit la cause de cette turbidité. (modification apportée au chapitre 10.4.4).</p> <p>Ces valeurs sont issues du plan de secours pour l'alimentation en eau potable élaboré en 2013 par Évreux Portes de Normandie (5.3 Pollution lors des travaux d'excavation liés à la déviation d'Évreux).</p> <p>Le plan de secours actuellement en vigueur est joint en annexe 20 du dossier d'autorisation environnementale.</p> <p>Les données de surveillance en continu n'ont à ce stade démontré aucun dépassement des seuils jusqu'en 2014 et durant la précédente phase de travaux.</p>
Page 8	<p>- Relatives aux nuisances sonores, le maître d'ouvrage devra fournir des éléments sur les campagnes de mesures acoustiques après la mise en service de l'infrastructure routière, ainsi qu'un engagement sur la réalisation d'un bilan qui sera rendu public avec des actions correctives éventuelles dans le cadre du comité de suivi en place. Cet engagement formalisé sera par ailleurs prescrit dans l'arrêté d'autorisation environnementale.</p>	<p>Un bilan environnemental sera effectué entre 1 et 5 ans après la mise en service de l'infrastructure. Il permettra</p> <ul style="list-style-type: none">• D'organiser le contrôle du respect des engagements de l'état• D'évaluer les effets réels de l'infrastructure. <p>Un bilan intermédiaire sera réalisé dans l'année qui suit la mise en service. Un bilan final sera réalisé 5 ans après la mise en exploitation.</p> <p>Ce bilan comprendra une campagne de mesures acoustiques permettant de valider les engagements de l'état. En cas de dépassement des seuils prédéfinis des mesures correctives seront mise en place et de nouvelles mesures acoustiques seront effectuées afin d'en vérifier l'efficience.</p> <p>Ce bilan sera réalisé dans le cadre du bilan Loi d'Orientation des Transports Intérieurs (LOTI) et constituera le volet environnement de ce bilan.</p> <p>Cet engagement est intégré au chapitre 7.5.6.1 de la pièce C -étude d'impact.</p>
Page 8	<p>- Relatives au volet étude air et santé à réaliser selon la note technique du 22 février 2019 et le guide méthodologique sur ce volet des études d'impact routières du CEREMA, le maître d'ouvrage devra fournir les éléments de réponse aux observations de l'ARS relatives à des lieux vulnérables implantés dans la bande d'étude du projet. Il devra expliquer sa position par rapport à l'absence d'une étude de niveau I pour les 12 établissements vulnérables identifiés d'après le guide méthodologique du CEREMA; vu la nature particulièrement sensible de ces établissements, et justifier pourquoi il n'y a pas eu de relèvement du niveau II au droit de ces lieux vulnérables.</p>	<p>D'après la note méthodologique 2019 du CEREMA, les personnes considérées comme vulnérables sont (Cf chapitre : « 3.1.3- Populations ») :</p> <ol style="list-style-type: none">« les jeunes enfants (dont l'appareil respiratoire n'est pas encore mature) ;les personnes âgées, plus vulnérables de manière générale à une mauvaise qualité de l'air ;les personnes, adultes ou enfants, présentant des problèmes pulmonaires et cardiaques chroniques <p>La présence d'établissements accueillant des personnes vulnérables dans la bande d'étude est un critère pour remonter l'étude d'un niveau au droit de l'établissement.</p> <p>L'I.M.Pro Pierre Redon a été identifié à proximité du projet. Cet établissement accueille des adolescents, âgés de 14 à 20 ans, qui présentent une déficience intellectuelle. Cet établissement de santé a été retenu car il dispose d'un internat. Toutefois, au sens de la note méthodologique 2019 du CEREMA les personnes accueillies ne sont pas "vulnérables" vis à vis de la qualité de l'air. Ce ne sont pas de jeunes enfants, ils sont dans une tranche d'âge où l'appareil respiratoire est suffisamment développé.</p>

Observations		Réponse et éléments intégrés au dossier d'autorisation environnementale
		<p>De plus, d'après les résultats de l'étude, cet établissement n'est pas impacté par des teneurs dépassant les normes de qualité de l'air. Plus précisément, dans le scénario avec projet, les teneurs en NO2 y sont de l'ordre de 16 µg/m3 soit moins de deux fois la valeur limite en qualité de l'air et de l'ordre de la teneur de fond.</p> <p>La note méthodologique 2019 indique également que la modification de géométrie du réseau routier peut justifier un abaissement du niveau d'étude si la modification du tracé n'impacte pas l'exposition de la population. Le projet de déviation d'Évreux est une modification de la géométrie du réseau et entraîne un déplacement du trafic. D'après les résultats de l'étude et notamment l'IPP, l'impact du projet est positif en terme d'exposition de la population et de qualité de l'air, en réduisant fortement l'exposition de la population à de fortes concentrations en polluants.</p> <p>Ainsi, nous avons estimé qu'il n'y a pas d'enjeux suffisamment significatifs sur cet établissement pour justifier une étude de niveau 1.</p> <p>Toutefois au regard des observations transmises par l'agence régionale de santé le maître d'ouvrage s'engage à actualiser l'étude air et santé en relevant le niveau d'étude en niveau I au droit de la bande d'étude du projet. C'est-à-dire au droit du site « IMPro la Ronce ». Cette étude sera lancée prochainement et ses résultats seront transmis avant le début des travaux au droit de l'IM PRO la Ronce.</p> <p>La note méthodologique 2019 du CEREMA prévoit (Cf. Chapitre 4.2.1.2- Cas particuliers des aménagements nécessitant une adaptation du niveau d'étude, a) la présence de lieux vulnérables) : « Dans le cas de présence de lieux dits vulnérables (cf. 3.1.3) situés dans la bande d'étude <u>du projet</u>, une étude de niveau II sera impérativement remontée au niveau I au droit des lieux vulnérables et non sur la totalité de la bande d'étude (cf. 4.2.2.2). ». Conformément à la note méthodologique du CEREMA et comme identifié par l'ARS, dans son avis du 7 septembre 2020, cette actualisation concernera spécifiquement le site « IMPro la Ronce ».</p>
Page 9	6) Concernant l'arrêté de prescription d'archéologie du préfet de région Normandie préventive n° 28-2020 400 du 30 septembre 2020 dans le cadre d'un aménagement par tranches successives, qui sera joint en annexe du dossier d'enquête, le maître d'ouvrage doit fournir toutes les informations utiles au respect de ces prescriptions préalablement au démarrage de chaque tranche de travaux, comme cela a été le cas sur les précédentes phases de diagnostic et fouilles menées sur ce chantier et qui pourraient être rappelés en annexe avec les éventuels arrêtés qui le prescrivait.	<p>Une synthèse de l'avancement des investigations archéologiques depuis 2002 est disponible au chapitre « 4.6.2 - Patrimoine et loisirs » de la pièce C – étude d'impact.</p> <p>Les prescriptions de l'arrêté d'archéologie préventive du préfet de région Normandie n° 28-2020 400 du 30 septembre 2020 seront respectées (précision apportée au 4.6.2.2 de l'étude d'impact).</p> <p>Les arrêtés des précédentes phases de diagnostics archéologiques, dont les prescriptions ont été respectées, sont joints en annexe 21.</p>
Page 9	<p>7) PGRI : En parallèle et de la même manière que la démonstration de la compatibilité au SDAGE est présentée, il convient d'évoquer le plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) 2016-2021 approuvé le 7 décembre 2015, (qui n'était donc pas concerné en 2013 lors de la première instruction) et le dossier doit justifier la compatibilité du projet de la déviation Sud-Ouest d'Évreux avec ce document de planification en particulier avec l'objectif 1.D.1 « Eviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau ».</p> <p>Par ailleurs, certaines communes sur lesquelles la déviation s'implante font partie intégrante du Territoire à Risques Inondation d'Évreux et en lien donc avec la Stratégie locale de gestion des risques d'inondation (SLGRI). Tous les éléments peuvent être consultés sous : http://www.normandie.developpement-durable.gouv.fr/strategie-locale-pour-le-tri-d-evreuxa696.html</p>	<p>Un ajout a été intégré concernant le plan de gestion du risque d'inondation (PGRI) 2016-2021 approuvé le 7 décembre 2015. Le dossier intègre dans son chapitre 11.1.2 (nouvellement créé) la compatibilité de la déviation Sud-Ouest d'Évreux avec ce document de planification, en particulier avec l'objectif 1.D.1 « Éviter, réduire et compenser les impacts des installations en lit majeur des cours d'eau ».</p> <p>Le projet est transparent et sans impact en épisodes d'inondations. Une modélisation hydraulique bidimensionnelle a été menée pour des débits de crue allant jusqu'à une valeur exceptionnelle de 80 m³/s, c'est-à-dire au-delà des exigences du Plan de Prévention des Inondations de l'Iton (crue de référence de 36 m³/s).</p> <p>Il n'est pas dans ce cas nécessaire de compenser les remblais en zone d'expansion de crue, qui sont par ailleurs autorisés au titre du PPRI.</p>